

LE « CAS PAR CAS » N'EST PAS UNE SOLUTION ! LA LUTTE DOIT CONTINUER POUR LA RÉGULARISATION DE *TOUS* LES SANS-PAPIERS !

LES SYNDICATS ET ORGANISATIONS OUVRIÈRES DOIVENT ÉTENDRE LA GRÈVE ET APPELER TOUS LES TRAVAILLEURS À ENTRER EN LUTTE !

À l'initiative de la CGT et de Droits Devant !, 600 travailleurs sans-papiers se sont mis en grève illimitée, avec occupation, pour exiger la régularisation de TOUS les sans-papiers. Cette lutte met au jour le lien entre une politique toujours plus favorable aux intérêts du grand patronat et une répression accrue des étrangers. Comme les autres gouvernements au service du MEDEF, de droite comme de gauche, Sarkozy veut offrir au patronat une main-d'œuvre taillable et corvéable à

merci, moyen de faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous. Mais il veut aussi essayer de faire croire aux autres salariés que les immigrés seraient les responsables des problèmes économiques et sociaux. En réalité, ceux-ci sont, immédiatement, les résultats de la politique du gouvernement et, plus profondément, les produits inévitables du capitalisme et de l'impérialisme néo-colonial. *La lutte des travailleurs sans-papiers est donc celle de tous les travailleurs.*

Le « cas par cas » n'est pas une solution : les syndicats doivent appeler tout de suite à l'extension de la grève au plus grand nombre possible de travailleurs sans-papiers

À l'exigence de régularisation de tous les sans-papiers, le gouvernement répond : examen au cas par cas dans le cadre de la loi, qui permet éventuellement la régularisation de salariés des seuls secteurs dits « en tension ». En clair, il ne veut régulariser que quelques sans-papiers, mais continuer à faire vivre tous les autres dans la terreur et la surexploitation, tout en expulsant massivement.

Pourtant, au sortir de la délégation reçue le 21 avril par le directeur de cabinet du ministre Hortefeux qui, dans l'espoir d'éviter l'extension de la lutte, venait de s'engager à « *étudier positivement* » les 600 dossiers de grévistes, Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT, déclarait : « *Nous avons pas mal avancé, on a peut-être devant nous une sortie de crise.* » La CGT serait-elle prête à arrêter le mouvement après seulement quelques centaines de régularisations au cas par cas, alors que les 600 travailleurs sans-papiers entrés en grève

illimitée ont mis à l'ordre du jour la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, qui seraient 500 000 en France ? *Faudrait-il crier victoire et mettre déjà fin à la grève, comme le proposent certains ?*

Le courage et la détermination des premiers à avoir osé relever la tête et engager le combat est en train d'éveiller parmi des milliers d'autres sans-papiers surexploités la volonté d'entrer à leur tour dans la bataille. Par centaines, ils affluent sur les lieux d'occupation, dans les locaux syndicaux, aux meetings. La CGT elle-même indique que, dans de nombreuses autres entreprises, des travailleurs sans-papiers, déjà organisés, se tiennent prêts à entrer en grève. *Dans ces conditions, il n'y a aucune raison pour que la lutte reste circonscrite à quelques entreprises d'Île-de-France. La CGT doit tout de suite étendre la grève au plus grand nombre possible de travailleurs sans-papiers partout en France.*

Les sans-papiers ne doivent pas rester isolés : les organisations ouvrières doivent étendre la grève aux autres salariés, appeler tout de suite à des manifestations pour la régularisation de tous les sans-papiers

À la télévision, le 24 avril, Sarkozy a déclaré avec mépris : « *On ne devient pas Français uniquement parce qu'on a un travail dans la cuisine d'un restaurant, aussi sympathique soit-il.* » Pour lui clouer le bec et imposer la régularisation de tous, les syndicats et partis ouvriers ne doivent pas laisser les sans-papiers isolés. Ils doivent tout faire pour *étendre la grève aux autres salariés*, à commencer par ceux des entreprises où les sans-papiers sont en grève. Et ils doivent, avec les organisations de défense des étrangers, *appeler immédiatement tous les travailleurs et les jeunes à des manifestations massives* exigeant la régularisation de tous les

sans-papiers, qu'ils soient collégiens, lycéens, étudiants, travailleurs, mères de famille, avec un travail ou au chômage. Arracher une telle mesure serait une immense victoire pour toute la classe ouvrière. Cela permettrait d'avancer vers *l'égalité des droits* : droit de vote pour les étrangers ! À travail égal, salaire égal ! Cela contribuerait à *unifier la classe ouvrière* en freinant la surexploitation et en intégrant les travailleurs les plus exploités dans le salariat stable. Et cela donnerait confiance à tous les travailleurs, les convaincrant que, *pour vaincre l'ensemble des attaques du patronat et du gouvernement, il faut faire la grève, illimitée, avec occupation de son lieu de travail.*

Il faut faire converger la grève des sans-papiers, les luttes pour les salaires et la mobilisation des enseignants et lycéens vers un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement

Dans un contexte social de plus en plus tendu, sous les effets conjugués des attaques du gouvernement et du ralentissement économique, tous les travailleurs ont intérêt à entrer dans une lutte déterminée pour leurs revendications : + 300 euros pour tous ; refus de l'allongement à 41 annuités de cotisation pour la retraite et retour aux 37,5 ; arrêt des suppressions de postes, de la casse des statuts de la Fonction Publique et des plans de restructuration-privatisation des services publics... En particulier, la *jonction des travailleurs sans-papiers, des travailleurs du privé en lutte pour les salaires et du mouvement en cours des enseignants et lycéens*, serait

décisive pour aller vers un mouvement d'ensemble capable de faire céder le gouvernement, vers une grève générale. Dans ces conditions, *les directions syndicales, à commencer par la CGT, et les autres organisations ouvrières, ont le devoir de prendre immédiatement les initiatives nécessaires à la convergence des luttes* dans la perspective d'un mouvement d'ensemble pour vaincre le patronat et son gouvernement. Sans attendre, nous devons les y pousser résolument *en combattant dans nos syndicats et en nous auto-organisant avec les autres travailleurs (Assemblées générales, coordinations, rencontres interprofessionnelles...).*